

Des **séquelles** ont été signalées chez 14 malades et précisées chez 13 d'entre eux : séquelles neurologiques (6 cas), surdité (4 cas), nécroses cutanées ou amputations (3 cas).

La **durée d'hospitalisation** en service de court séjour varie selon l'évolution : la durée médiane est de 1 jour en cas de décès, 9 jours en cas de guérison et 13 jours en cas de séquelles. La moyenne pour l'ensemble des cas est de 9 jours.

63,2 % des décès sont survenus dans les 24 premières heures; 89,5 % dans les 48 heures.

PRÉVENTION DANS L'ENTOURAGE DU CAS

Entourage familial

Une chimioprophylaxie a été prescrite à l'entourage familial dans 90 % des cas (1 014 personnes). La prescription ou non de cette chimioprophylaxie ne dépend ni de l'âge ni du sérogroupe en cause. En ce qui concerne la vaccination, elle a été effectuée dans près de la moitié des cas lorsque le sérogroupe en cause était de type C et a concerné 193 personnes.

En collectivité

L'indication d'une prophylaxie en collectivité, lorsqu'elle est connue (41,6 % des cas), concerne le plus souvent le milieu scolaire (60 %) et l'hôpital (28 %). Une chimioprophylaxie en milieu collectif a été prescrite dans 97,4 % des cas (3 261 personnes). Une vaccination a été pratiqu e dans 31,3 % des cas dus aux sérogroupe A ou C (1 651 personnes).

Antibiotiques utilisés

Les recommandations de la circulaire du 5 février 1990 [2] sont mieux respectées en ce qui concerne l'antibiotique à employer dans la prophylaxie des infections à méningocoques : l'utilisation de la rifampicine a connu une augmentation très importante au détriment de la spiramycine, et, en 1994, en milieu familial comme en collectivité, la rifampicine a été l'antibiotique le plus utilisé (90 % vs 3,4 %).

Toutefois, malgré son inefficacité   éliminer le portage rhinopharyngé, une céphalosporine a été prescrite lors d'un cas d  au sérogroupe C, à une famille ainsi qu'à 20 personnes d'une collectivité.

Cas groupés

6 foyers ont été identifiés en 1994. Aucun cas coprimaire (c'est-à-dire appar  à moins de 24 heures d'intervalle) n'a été notifié. Parmi ces foyers, 3 sont survenus en milieu scolaire. 9 cas secondaires ont été identifiés : le sérogroupe B est responsable de 7 cas (dont un foyer en milieu scolaire ayant touché 4 personnes), le sérogroupe C de 2 cas.

Rappelons que de nombreux cas secondaires restent ignorés parce qu'ils ne sont pas recherchés par le médecin déclarant ou qu'ils passent inaperçus, survenant en dehors de l'entourage immédiat ou à distance du cas index.

Commentaires

La tendance à la baisse enregistrée depuis 1992 semble se confirmer : l'incidence des infections à méningocoques déclarées en France par minitel est passée de 0,77 cas pour 100 000 habitants en 1992   0,63 cas pour 100 000 habitants en 1994. Parallèlement à la déclaration obligatoire, le réseau Epibac (Réseau national de laboratoires) confirme cette diminution puisqu'il enregistre une baisse de l'incidence estimée des infections invasives à *Neisseria meningitidis*, qui est passée de 1,1 cas pour 100 000 habitants en 1987   0,7 cas en 1993. Mais il faut être prudent quant à l'interprétation des résultats du fait de la qualité de la déclaration obligatoire et des faibles effectifs qui peuvent être très sensibles à des variations aléatoires. En effet, le taux d'exhaustivité de la déclaration des méningites à méningocoques et des m ningococc mies a été estimé à 51 % en 1989/1990 [3] et à 56 % en 1991/1992 (données non publiées) par la méthode capture-recapture. De plus, ce taux est variable selon l'âge des sujets (il diminue lorsque l'âge augmente), l'évolution (il est plus élevé en cas de décès) et le sérogroupe isolé (meilleur avec le sérogroupe C). Enfin, ce taux subit encore de fortes variations géographiques et varie de 10 à 100 % selon la région considérée.

Depuis 10 ans, le taux de létalité reste stable autour de 10 %, et en 1994, 28 décès ont été signalés par la déclaration obligatoire. Ce taux est voisin de celui retrouvé dans d'autres pays européens : 9 % en Suisse pour la période 1988/1994 [4], 10,1 % au Royaume-Uni en 1995 [5].

La prophylaxie en milieu familial a diminué par rapport à 1993 mais reste élevée (90 % en 1994 contre 97 % en 1993). Par contre, la prophylaxie en milieu collectif s'est considérablement améliorée puisqu'en 1994 elle concernait presque la totalité des déclarations. Mais la pratique de la vaccination lors des cas dus aux sérogroupe A ou C doit être encore améliorée; elle n'est effectuée que dans près des deux tiers des cas lorsque ces sérogroupe sont en cause.

Enfin, il faut rappeler que le signalement des cas doit être effectué très rapidement par téléphone au médecin inspecteur de la D.D.A.S.S. pour que la prophylaxie ait lieu en temps utile, c'est-à-dire dans la semaine qui suit le cas index.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] I. CAPEK, J. SALOMON. – Méningites à méningocoques et m ningococc mies en 1993. – *B.E.H.*, 1994; 33 : 152-53.
- [2] Circulaire DGS/PGE/1 C du 5 février 1990. – Prophylaxie des infections à méningocoque. – *B.E.H.*, 1990; 7 : 25-27.
- [3] B. HUBERT, J.-C. DESENCLOS. –  valuation de l'exhaustivité et de la représentativité d'un système de surveillance par la méthode capture-recapture. Application à la surveillance des infections à méningocoques en France en 1989 et 1990. – *Rev.  pid m. et Santé publ.*, 1993; 41 : 241-49.
- [4] Office fédéral de la Santé publique. – Maladies m ningococciennes invasives en Suisse 1988-1994. – *Bull. OFSP*, 1995; 50 : 5-11.
- [5] C.D.S.C. – Meningococcal disease in England and Wales, 1990 to 1995. – *CDR weekly*, 1996; 6 (3) : 23.

ENQUÊTE

PERCEPTION DU RISQUE DU SIDA ET ACCÈS AUX SOINS DE LA COMMUNAUTÉ SOURDE

Bilan de la partie «  tat des lieux » épidémiologique

(Dans le cadre d'une recherche financée par l'ANRS et ECS)

D^r JEAN DAGRON,
service du Pr. Herson, hôpital de la Salpêtrière

INTRODUCTION

La population concernée par cette recherche sur « la perception du risque du sida et l'accès aux soins de la communauté sourde » n'inclut pas toutes les personnes ayant des problèmes d'audition.

Les malentendants ou les devenus sourds ne sont pas compris dans l'objet de cette recherche, non pas parce qu'ils ont une perte auditive modérée ou acquise à l'âge adulte, mais parce qu'ils se reconnaissent comme membres de la société majoritaire entendante. La prévention et l'organisation des soins n'en est pas différente, même si des difficultés de communication sont à surmonter.

L'objet de cette recherche est l'épidémie du sida parmi les sourds qui privilégient la communication gestuelle. Ils sont probablement un peu moins de 100 000 en France et constituent une population très diverse. Certains se déclarent « fiers d'être sourds ». Non pas évidemment parce qu'ils n'entendent pas, le degré de perte auditive (le plus souvent une surdité profonde depuis les premières années de la vie) n'est pas chez eux une préoccupation majeure; mais parce que, face à un monde hostile qu'ils ont à affronter, ils ont su développer la lsf (la langue des signes française) et des formes de solidarité avec un certain nombre de références historiques, de valeurs et d'habitudes spécifiques. D'autres se sentent marginalisés. Ils

ont subi l'échec d'un enseignement basé sur l'apprentissage du français oral. Ils se retrouvent adultes, illettrés et avec une langue des signes restreinte (car jamais enseignée et même absente pendant leur enfance).

MÉTHODES

Cette recherche consiste à tenter de réaliser un premier état des lieux de l'épidémie du sida dans la communauté sourde (définie ci-dessus), par l'envoi d'un questionnaire auprès de différentes structures médicales susceptibles d'accueillir des sourds séropositifs.

Parallèlement, la recherche comprend un volet qualitatif sur l'étude de la perception du risque chez les sourds, grâce à des entretiens menés par des enquêteurs sourds. Ces entretiens sont filmés et ensuite traduits en français écrit. Selon la même méthode, des entretiens sont effectués auprès de sourds séropositifs, ainsi qu'auprès de soignants en contact avec eux. Un bilan final de cette recherche sera publié en juin 1997.

En juin 1995, 1 104 lieux d'accueil de l'infection VIH différents ont été enquêtés afin de savoir s'ils avaient accueilli au moins une personne sourde séropositive depuis le début de l'épidémie. Ces 1 104 structures se répartissent ainsi: 55 services de l'Assistance publique, 2 services de l'Armée, 776 services d'hôpitaux généraux ou locaux, 50 CDAG, 49 services de CHU-CHR, 61 réseaux ville-hôpital, 63 services de centres hospitaliers psychiatriques, 16 services de moyen séjour, 4 hospitalisation à domicile, 16 centres de santé.

En septembre 1995, il a été décidé de faire une relance ciblée sur 84 lieux connus pour une grande activité de prise en charge de l'infection à VIH, n'ayant pas répondu au premier envoi.

RÉSULTATS

Taux de réponses

Au total, le taux de réponses à l'enquête est faible (24 %), 263 structures ont répondu sur les 1 104 enquêtées.

Le taux de réponses a été supérieur à 50 % dans les CDAG, les services des hôpitaux de l'AP ou des CHU-CHR.

Il est possible que les non-réponses correspondent à l'absence de contacts avec des patients séropositifs (ce peut être le cas des hôpitaux locaux) ou au contraire à l'absence de patients sourds dans des lieux spécialisés dans la prise en charge de l'infection VIH (comme dans les réseaux ville-hôpital).

Les sourds séropositifs

61 sourds séropositifs ont été accueillis depuis le début de l'épidémie, dont 21 dans un hôpital général ou local, 15 dans un CHU-CHR, 11 dans un établissement de l'Assistance publique et 11 dans une CDAG.

Parmi ces patients, 10 sont décédés.

27 cas sur 61 ont été pris en charge en Île-de-France.

L'accès aux structures médicales se fait dans les grandes villes. Un seul hôpital en France a accueilli plus de 10 sourds séropositifs (La Salpêtrière).

Le questionnaire ne concernait que les sourds séropositifs. Mais un certain nombre de CDAG (11) a tenu à signaler qu'ils avaient accueilli des sourds pour un dépistage VIH. Dans l'ensemble, ils ont souligné la difficulté de communication dans le rendu des résultats.

Les sourds infectés par le VIH sont majoritairement homosexuels ou bisexuels (dans 63 % des cas). 11 toxicomanes sourds ont été recensés, parmi lesquels 5 ont été dépistés ces 3 derniers mois. La proportion de sourds contaminés par voie hétérosexuelle est de 11 %.

Moyens de communication

Une partie du questionnaire visait à appréhender la manière dont se fait l'accès des sourds dans les structures spécialisées. La Salpêtrière, ayant un accès aux soins spécifique, n'a pas été prise en compte.

Le français écrit est la **langue utilisée** dans 22 cas sur 44 réponses, le français oral dans 11 cas. La lsf n'est presque jamais utilisée (dans 3 cas).

Dans 26 cas, la communication se fait par l'intermédiaire d'une **tierce personne**. Cette dernière est dans 18 cas la famille, dans 4 cas un ami, dans 4 cas un interprète en lsf.

Le **minitel** n'est jamais cité comme étant employé par les sourds, mais peut-être a-t-il été utilisé dans certains cas par les sourds de leur propre initiative et à l'insu des médecins.

DISCUSSION

Dans le cadre de cette enquête, 61 sourds séropositifs ont été déclarés comme ayant été accueillis dans une structure médicale depuis le début de l'épidémie.

Le taux important de non-réponses ne permet pas de considérer ce nombre comme exhaustif de l'épidémie VIH dans la population sourde. Il s'agit d'un chiffre minimum. D'autant plus que ce nombre correspond aux sourds séropositifs qui ont bénéficié d'une prise en charge hospitalière ou d'un accueil spécialisé. Le nombre de sourds pris en charge par la médecine de ville n'a pas été recherché et surtout le pourcentage de sourds qui ne connaissent pas leur statut sérologique n'a pas été évalué.

Si on rapproche le nombre de sourds séropositifs ayant actuellement une prise en charge hospitalière (n = 51) du nombre de séropositifs pris en charge à l'hôpital (n = 55 000), on n'est pas très loin du rapport estimé de nombre de sourds par rapport à la population générale (autour de 1/1 000). La population sourde est donc atteinte par l'infection à VIH, mais l'importance de l'épidémie ne semble pas y être à l'heure actuelle significativement différente de celle dans la population générale.

C'est la contamination parmi des homosexuels qui alerte la communauté des sourds. En effet, dans une communauté qui fonctionne comme un village où tout se sait, le retentissement de tels cas est important.

En ce qui concerne les hétérosexuels, l'enquête qualitative actuellement en cours permettra de mieux comprendre les facteurs intervenant dans la dynamique de l'épidémie. Il s'agit essentiellement de recherches sur les réseaux de relations des sourds (importance des relations sexuelles intracommunautaires et du multipartenariat?) et sur la perception du risque dans cette population (fausse croyance sur le fait d'être à l'abri de l'épidémie et d'où non-sensibilisation à la réduction des risques, utilisation « sélective » du préservatif dans les rapports avec les entendants et pas avec les sourds?). Il n'est pas certain que la dynamique de l'épidémie chez les sourds hétérosexuels soit superposable à celle que l'on connaît chez les hétérosexuels en France, à savoir lente et régulière. Quel serait le profil d'une épidémie dans une population fermée à partir du moment où il y aurait un nombre suffisant de personnes contaminées pour que la diffusion s'étende?

Les toxicomanes sourds sont doublement marginalisés, d'une part leur toxicomanie doit rester secrète sous peine de rejet de la communauté sourde, d'autre part leur accès aux lieux d'accueil des toxicomanes entendants est difficile. Contrairement à ces derniers qui constituent le groupe le mieux informé de son statut sérologique, les toxicomanes sourds sont peut-être touchés par l'épidémie mais ils sont, de façon certaine, particulièrement éloignés du système de santé.

En ce qui concerne les moyens de communication médecins-patients, l'enquête montre que la langue des patients sourds n'est pas utilisée. Dans plus de la moitié des cas il n'y a pas de relation directe entre le médecin et le malade. Une tierce personne est nécessaire et il s'agit souvent d'un membre de la famille. Si cela constitue vraisemblablement la façon la plus commode de communiquer, la nécessaire confidentialité pourrait nécessiter l'intermédiaire d'un professionnel neutre et tenu au secret professionnel. La question qui se pose est de savoir si la tierce personne « utilisée » correspond à un choix possible et explicite du patient.

L'absence totale d'utilisation du minitel témoigne d'une méconnaissance des besoins des sourds dans ce domaine. Sans minitel, le sourd est obligé de passer par un intermédiaire pour prendre un rendez-vous. Il est surprenant qu'en cas d'hospitalisation, les sourds n'aient pas de minitel dans leur chambre, alors que la nécessité de rompre l'isolement et de pouvoir communiquer avec ses proches a bien été comprise pour les patients entendants hospitalisés qui ont un téléphone à leur disposition.